

A l'initiative du Comité de liaison européen contre la guerre, réuni le 4 mai à Paris, avec des délégués de seize pays

## APPEL

« Ce n'est pas quand la guerre tue 1 000 soldats par jour, quand les libertés sont supprimées par la censure et la loi martiale qu'on peut combattre la guerre, c'est avant, quand on peut encore s'organiser, manifester. Cette fois, il faut les empêcher avant ! »

### **Biden, Scholz, Macron, Sunak, Meloni... Vos guerres, c'est non ! Vous êtes responsables des massacres et des guerres.**

**L**e 24 avril le Congrès des Etats-Unis a voté 95 milliards de dollars, pour la guerre en Ukraine, pour livrer des armes à l'armée de Netanyahou, pour le déploiement guerrier face à la Chine. La réponse a été donnée par une vague formidable de mobilisation des étudiants, partie de l'université de Columbia (New York), reprenant le mot d'ordre : « *Genocide Joe. You can't hide. How many kids have you killed today ?* ».

Plus de 100 000 Palestiniens ont été tués, sont mutilés, ou portés disparus. Des centaines de milliers d'enfants sont affamés, privés de soin et d'école, pour beaucoup maintenant orphelins, traumatisés par l'étendue des bombardements et des destructions perpétrés par l'armée de B. Netanyahou.

Les chefs d'Etat et de gouvernement, à commencer par celui des Etats-Unis, suivi par l'Union européenne, sont responsables de ce que la Cour internationale de justice a qualifié de probable génocide et dont des millions de gens horrifiés sont chaque jour les témoins. Les gouvernements participent à l'écrasement du peuple palestinien en organisant les livraisons d'armes et de composants militaires à Israël et en maintenant les accords commerciaux avec l'Etat qui tue et détruit toute forme de civilisation dans la bande de Gaza.

Malgré l'inaction, voire le silence, des sommets du mouvement ouvrier, des protestations, des mobilisations puissantes s'étendent dans tous les pays du monde, sur tous les continents, y compris en Israël, pour la défense du peuple palestinien et de ses droits.

Les gouvernements et l'Union européenne qui ont permis et continuent de soutenir ce génocide (qualifié comme tel y compris par le pape), tentent aujourd'hui de tempérer leur propos, effrayés par les conséquences de

leur politique en Palestine et dans leur propre pays.

Les gouvernements veulent désormais nous engager davantage dans la guerre en Ukraine, en envoyant des troupes et en nous plongeant dans un conflit entre puissances nucléaires. Les mêmes qui nous avaient vendu l'Union européenne comme un espace de paix, préparent aujourd'hui la guerre.

Le mouvement ouvrier allemand, contre la guerre, a exigé « *du beurre au lieu de canons* ». Mais, de la part de nombreux gouvernements comme de l'UE, des voix s'élèvent pour la mise en place d'une économie de guerre, qui signifie une attaque générale contre les conquêtes sociales, les libertés démocratiques, et les services publics que les combats ouvriers ont imposés dans chaque pays. Aussi longtemps que les sommets des syndicats soutiennent l'orientation guerrière des élites dirigeantes en Europe, ils ne pourront pas empêcher la destruction de ces conquêtes ouvrières.

Des deux côtés de la frontière russo-ukrainienne, des jeunes sont raflés dans la rue, dans les villes et les campagnes, pour être envoyés de force au front et à la mort. Quand Poutine enrôle 300 000 nouveaux soldats, Zelensky abaisse de deux ans l'âge de la conscription. Et cela pour servir de chair à canon au service des multinationales et des oligarques de tous bords. Nous refusons que cette guerre s'étende. Nous voulons qu'elle s'arrête immédiatement.

Face à tous les gouvernements va-t-en-guerre, qui prétendent hypocritement défendre la paix et la démocratie tout en démantelant partout les acquis sociaux et démocratiques, refusent des négociations et le cessez-le-feu, poursuivent les livraisons d'armes, nous sommes aux côtés des jeunes ukrainiens et russes qui n'en peuvent plus de

la guerre, aux côtés des travailleurs et des jeunes qui refusent la guerre et l'oppression, et exigent le cessez-le-feu, la levée du blocus de Gaza et la satisfaction des revendications sociales et politiques.

**Nous disons : pas en notre nom !**

– Nous refusons les guerres et la barbarie, qui ne profitent qu'aux puissants et aux industriels de l'armement dont les profits explosent.

– Nous refusons, pour nous, pour nos enfants, pour nos petits-enfants, d'être entraînés dans la guerre et la militarisation de toute la société.

– Nous refusons les budgets militaires toujours plus élevés sous tutelle de l'Otan et de l'Union européenne, nous dénonçons la guerre sociale menée contre les travailleurs et la jeunesse.

– Nous refusons toutes les atteintes aux libertés, les menaces et la répression. Nous défendons la liberté d'expression, de réunion, de manifestation, et le droit de grève, particulièrement menacés.

La mobilisation des peuples pourra bloquer l'escalade meurtrière dans laquelle les gouvernements veulent nous entraîner, et stopper les livraisons d'armes.

En nous rassemblant par-delà les frontières, nous agissons pour l'unité internationale des travailleurs et des jeunes pour imposer le cessez-le-feu et la réaffectation des budgets militaires aux besoins vitaux de la population, à l'école, aux hôpitaux, aux salaires et aux pensions.

**Arrêt du massacre du peuple palestinien !**

**En Palestine comme en Ukraine,  
cessez-le-feu immédiat !**

**Arrêt des livraisons d'armes !**

**Non à toute intervention militaire  
des forces de l'Otan en Ukraine !**

### **Premiers signataires de 20 pays européens**

**ALLEMAGNE :** Michael Altmann, Ver.di Hesse, santé services sociaux, enseignement et sciences ; Carla Boulboulé, journal *Sopode* (Politique social-démocrate) ; Britta Brandau, membre de Ver.di, secrétaire adjointe Die Linke (Hesse) ; Reiner Braun, Bureau de l'internationale pour la paix (IPB) ; Isabelle Cassel, PeaceLab, membre de Was Tun ; Henning Frey, Was Tun Cologne, syndicat enseignant GEW ; Harri Grünberg, coordinateur de Was Tun ; Dr Khaled Hamad, secrétaire de la communauté palestinienne d'Allemagne ; Susanne Hille, responsable syndicale ; Andrej Hunko, député au Bundestag, Alliance Sahara Wagenknecht ; Kristine Karch, co-

coordinatrice du réseau inter-national « *No to war – No to Nato* » ; Sean Conner, directeur exécutif du Bureau de l'internationale pour la paix (IPB) ; Jutta Kausch, animatrice de la Coordination berlinoise pour la Paix ; Gotthard Krupp, direction Ver.di pour Berlin et Brandebourg, journal *Sopode* (Politique social-démocrate) ; Mario Kunze, secteur de la Santé, membre Ver.di ; Andreas Kutsche, Ver.di, conseiller municipal, Alliance Sahara Wagenknecht ; Dieter Lachenmayer, coordinateur Bade-Wurtemberg réseau pour la Paix ; Barbara Madj Amin, animatrice de la Coordination berlinoise pour la Paix ; Thilo Nicklas, secrétaire adjoint IG Bau Cologne et Bonn ;

Dr Christof Ostheimer, militant pour la paix dans Ver.di Nord ; Kathrin Otte, cercle de coordination de Was Tun ; Marcus Steiger, journaliste ; Josephine Thyrêt, responsable syndicale Ver.di dans la santé, Alliance Sahara Wagenknecht ; Laura v. Wimmersperg, animatrice de la coordination berlinoise pour la Paix.

**AUTRICHE :** Axel Magnus, secrétaire du comité d'entreprise, Groupe Sociaux-démocrates et syndicalistes contre la politique d'état d'urgence ; Thomas Kopalek, Groupe Sociaux-démocrates et syndicalistes contre la politique d'état d'urgence ; Stefan Grasgruber-Kerl, secrétaire de la

section 1 du SPÖ Josefstadt ; Werner Drizhal, membre du SPÖ et syndicaliste ; Günther Mitterecker, membre du SPÖ de la section locale de Tullnerbach ; Franz Koskarti, président de la fraction des syndicalistes sociaux-démocrates de Favoriten (Vienne) ; Andreas Auzinger, conseiller municipal, membre du Parti communiste autrichien (KPÖ).

**BELGIQUE :** Ludo de Brabander, responsable Vrede (Mouvement pour la Paix) ; P De Cautern, philosophe, Université catholique de Leuven ; Nordine Saïd, militant décolonial, membre de Bruxelles Panthères et du Mouvement citoyen Palestine ; Pierre

**Galland**, sénateur honoraire ; **Pierre Debaut**, préfet honoraire de l'Athénée Royal de Neufchâteau ; **Emmanuel Chidozie**, docteur-chercheur à l'Université catholique de Leuven ; **Joëlle Dubois**, membre du mouvement Quaker, Bruxelles ; **Ria Verjauw**, Mouvement pour la paix de Leuven ; **Luk Vervaeet**, ancien enseignant en milieu carcéral ; **Willems Martin**, organisateur national des travailleurs freelance dans la Confédération des syndicats chrétiens ; **Georges Berghazan**, Comité de surveillance de l'Otan (CSO) ; **Claire Delstanche**, DiEM25.

**CHYPRE** : **Androula Giourov**, journaliste, ancien directeur du journal *Haravgi* et ancien dirigeant du parti AKEL ; **Andros Kyprianou**, député, ancien dirigeant du parti AKEL.

**DANEMARK** : **Magnus Carlsen**, étudiant, socialiste internationaliste ; **Steffen Fog Larsen**, enseignant, socialiste internationaliste ; **Jesper Yssing**, apprenti charpentier ; **Frederik Vinther**, étudiant ; **Rasmus Nygaard**, assistant social ; **Anton Schou**, socialiste internationaliste.

**ESPAGNE** : **Pablo García Cano**, syndicaliste, élu au comité d'entreprise de John Deere Ibérica ; **Vicent Garcès**, militant PSOE ; **Luis Gonzalez**, membre du conseil confédéral des CCOO ; **Jordi Salvador**, député de Taragone aux Cortes ; **Marisa Saavedra**, ex-députée Podemos pour Castellon aux Cortes ; **Encarna Lopez**, organisatrice de la Marche républicaine à Madrid le 16 juin ; **Maria Pozuelo Castro**, responsable politique internationale Podemos Catalogne ; **Conchi Abellan**, coordinatrice Podemos Catalogne.

**FINLANDE** : **Women for Peace** ; **Women against Nuclear Power**.

**FRANCE** : **Ahmed Berrahal**, syndicaliste RATP ; **Isabelle Dartagnan**, militante LFI ; **Philippe Juraver**, co-responsable du pôle

social LFI ; **Pascal Samouth**, syndicaliste ; **François Livartowski**, responsable syndical ; **Frédéric Bochart**, syndicaliste ; **Emilie Chazette**, militante LFI ; **Yessa Belkhodja**, militante décoloniale, membre du collectif de défense des jeunes du Man-tois ; **Jérôme Legavre**, militant POI, député LFI ; **Jean-François Coulomme**, député LFI ; **Stéphane Jouteux**, membre du Comité international de liaison et d'échanges (Cilé) ; **Adrien Duquenoy**, membre du POI. **Le Parti ouvrier indépendant** (POI).

**GRÈCE** : **Panayiotis Xoplidis**, militant du Nar (Courant nouvelle gauche) ; **Pavlos Antonopoulos**, militant du Nar ; **Litsa Frydas**, militante du Nar ; **Costas Bouyioukos**, militant du Nar ; **Dimitris Konstantakopoulos**, journaliste et éditeur *Defend Democracy*, ancien membre de Syriza ; **Marios Kritikos**, syndicaliste, ancien dirigeant d'Adedy (confédération grecque des services publics) ; **Giorgos Lieros**, écrivain ; **Petros Tsioumanis**, président du syndicat Pasyp Germanos ; **Themistoklis Tzimas**, avocat, professeur à l'université d'Athènes.

**IRLANDE** : **Clare Daly**, députée du Parlement européen pour Dublin ; **Mick Wallace**, député du Parlement européen pour l'Irlande du sud.

**ITALIE** : **Comité autonome des travailleurs portuaires** (Calp) de Gênes ; **José Nivoi**, porte-parole du Calp ; **Potere al Popolo** ; **Giuliano Granato**, porte-parole de Potere al Popolo ; **Marta Collot**, porte-parole de Potere al Popolo.

**NORVÈGE** : **Marielle Leraand**, Initiative Paix et Justice ; **John Y. Jones**, Initiative Paix et Justice.

**POLOGNE** : **Agnieszka Wolk-Laniewska**, journaliste, chroniqueuse pour le journal

*NIE* – gauche ; **Beata Machul-Telus**, PhD, politologue et pédagogue, présidente de l'Association pour le développement de la société *Pro Humanum* ; **Maciej Wisniewski**, PhD, journaliste site d'informations *strajk.eu*.

**PORTUGAL** : **Mario Tomé**, militaire d'Avril ; **Carmelinda Pereira**, membre de l'Assemblée constituante en 1975-1976 ; **Carlos Marques**, candidat à la présidence de la République en 1991 pour une coalition de gauche ; **Antonio Aires Rodrigues**, membre de l'Assemblée constituante en 1975-1976 ; **Silvia Timóteo**, membre du comité exécutif du conseil d'administration SPGL ; **Rafael Henriques**, dirigeant du syndicat des médecins, zone centre, et membre du Bloc de Gauche ; **Ana Cortes**, membre du Bloc de Gauche ; **José Casimiro**, membre du Bloc de Gauche.

**ROUMANIE** : **Constantin Ozon-lanc** ; **Mugurel Popescu**, employé des universités, président du syndicat Solidarité ; **Eusebiu-Rosini Ionita**, vice-président du syndicat Radiatia ; **Marian Tudor**, ancien conseiller municipal ; **Rares Constantinescu**, militant jeune, Groupe action Socialiste.

**ROYAUME-UNI** : **Haim Bresheeth**, Réseau juif pour la Palestine (*Jewish Network for Palestine*) et Alliance Convivencia ; **David Cannon**, président du Réseau juif pour la Palestine ; **P<sup>r</sup> Les Levidow**, *Open University de Londres* ; **Centre d'appel et d'assistance aux musulmans**, Londres (*Muslim Community Helpline*) ; **Sumar Shau** ; **Joanna Nowicki**, chercheuse et activiste ; **Margaret Owen O.B.E.**, avocate internationale des droits de l'homme, membre du Réseau juif pour la Palestine ; **Roshan Pedder** ; **Association des amis de la Palestine de Lewisham**, Londres ; **D<sup>r</sup> Margaret Chirgwin**, NHS (service public de Santé) ; **Jane de Rennes**, professeur d'université,

scientifique ; **D<sup>r</sup> Mujahid Islam**, membre de la coalition « *Stop the War* », Cambridge ; **Taj Zareen**, secrétaire de la coalition « *Stop The War* », Cambridge ; **John Garrett**, professeur associé retraité, Warwickshire. **Frances Kelly**, Manchester.

**SERBIE** : **Zoran Pavlovic**, ancien président du syndicat des postiers ; **Vahida Ramujkic**, artiste, membre et dirigeante de l'Association des Beaux-Arts de Serbie ; **Nebojsa Milikic**, travailleur de la culture, producteur, chercheur et militant ouvrier ; **Tara Komanovic**, étudiante, militante ; **Nebojsa Komanovic**, travailleur, militant ouvrier ; **Ratibor Truvunac**, militant ouvrier, éditeur ; **D<sup>r</sup> Irena Ristic**, professeur à la faculté des arts dramatiques, Belgrade.

**SUÈDE** : **Marcus Carlstedt**, syndicaliste (Stockholm) ; **Sanna Olsson**, militante du Parti de Gauche, (Stockholm) ; **Brigitta Loewander**, sociologue, membre de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires ; **Conny Hanson**, designer ; **Inga Palmer**, artiste ; **Women for Peace** ; **Global Network against Weapons and Nuclear Power in Space**.

**SUISSE** : **Beppe Savary-Borioli**, député Grand Conseil, Forum alternativo ; **Boas Erez**, universitaire, *Tribune Libre* ; **Jacques Pous**, historien ; **Blaise Crouzier**, architecte, membre du syndicat Unia ; **Tarek Idri**, secrétaire du Mouvement suisse pour la paix ; **Alison Katz**, retraitée, OMS membre de *People's Health Movement* ; **Günter Baigger**, membre PSS ; **Nathan Finkelstein**, Collectif urgence Palestine de Genève ; **Florian Aicher**, Mouvement marxiste-léniniste de Suisse ; **Comité cantonal du SEV-TPG** (syndicat des transports publics de Genève).

**UKRAINE** : **Yurii Sheliazhenko**, Mouvement pacifiste ukrainien.